



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Service des risques naturels et technologiques
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 18 Décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRB SA

ZI de La Gare - 16 rue de la Tour
CS 10018
85150 Les Achards

Références : 2025-0776-RAPPORT

Code AIOT : 0006300765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement PRB SA implanté ZI de La Gare - 16 rue de la Tour BP 20 85150 LES ACHARDS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRB SA
- ZI de La Gare - 16 rue de la Tour BP 20 85150 LES ACHARDS
- Code AIOT : 0006300765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site PRB, filiale du groupe HOLCIM, emploie environ 600 salariés. Il est spécialisé dans la fabrication d'enduits et d'isolants de façade, destinés au secteur du bâtiment. Il a une activité de fabrication de polystyrène expansé dans le bâtiment U9, objet de la présente inspection.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des émissions de COV	AP Complémentaire du 28/06/2024, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	déclaration des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les émissions de pentane du site, il est attendu que l'exploitant :

- veille à la cohérence des noms et teneurs en pentane des produits indiqués dans les bilans annuels et ceux des fiches techniques/FDS
- mette à jour le document intitulé "METHODOLOGIE DU CALCUL DU BILAN ANNUEL DES COV - USINE PSE - PRB" en précisant les méthodes normalisées qui ont été utilisées
- justifie le délai considéré de 15 jours qui représente une teneur moyenne de 1,28 % de pentane dans les produits finis
- confirme qu'il sera bien en mesure d'utiliser des billes de pentane à 5 % et non à 5,3 % avec la mise en place du nouvel expandeur en 2026
- indique quelle démarche est faite par les fabricants PSE pour pallier le problème des chutes de PSE souillées issues de l'activité de chantier (Pose d'isolants)
- transmette l'étude technico-économique des solutions de traitement des émissions de pentane avec ses conclusions et échéancier de travaux.

L'exploitant doit également déclarer annuellement sous GERE ses émissions polluantes (notamment de COV)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des émissions de COV

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/05/2025

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et transmet à l'inspection des installations classées :

- sous 3 mois, une étude qualitative et quantitative des émissions diffuses et canalisées de COV au sein de son installation de fabrication et de stockage de PSE, ainsi qu'un plan d'actions visant à l'amélioration de la captation et du traitement de ces émissions ;
- au plus tard le 30 janvier de l'année n+1, un bilan annuel de l'année n justifiant du respect de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013, pour ses émissions de COV . Le premier bilan portant sur l'année 2023 est à transmettre avant le 30 juin 2024.

Constats :

Au cours de l'inspection du 07/05/25, il avait été constaté :

- que le document nommé "PGS 2024" ne permettait pas de vérifier la méthodologie employée pour estimer les émissions de COV, ce qui ne répond pas à la prescription susvisée ;
- que l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter le bilan annuel pour 2023 justifiant du respect de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Aussi, à l'issue de l'inspection du 07/05/25, il avait été demandé à l'exploitant dans le rapport du 05/06/25, d'établir les deux bilans suivants sous un mois :

- le bilan annuel des émissions de COV, en précisant la méthodologie employée, les références réglementaires et bibliographiques utilisées, les mesures effectuées, les hypothèses retenues sur la base des fiches de données de sécurité des produits utilisés...etc.
- le bilan justifiant du respect des 4 items de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2023 précité

Les 2 bilans précités ont été transmis par l'exploitant le 17 juillet 2025. L'objet de l'inspection du 20/11/25 était de vérifier certains éléments de ces bilans :

1. bilan annuel des émissions de COV 2024 et méthodologie de calcul :

Un contrôle par sondage des FDS des produits 800FNL et F315E et F5300 a été effectué pendant la visite pour confirmer les pourcentages de COV pris en compte pour le calcul de I1 (Quantité annuelle de COV contenus dans les produits employés), respectivement de 6%, 5,3 % et 5,3%. Ce contrôle faisait apparaître que :

- la fiche technique du produit 800FNL présentée en inspection indiquait un taux de pentane inférieur à 7 % pour une valeur de 6 % prise en compte dans le bilan annuel
- des incohérences entre les noms des produits indiqués dans le bilan et ceux indiqués sur les fiches techniques (ex : F315E dans bilan et F315R dans FT)

Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le 27/11/25, le bilan annuel mis à jour avec cohérence entre les noms des produits indiqués dans le bilan et ceux indiqués sur les fiches techniques ainsi qu'un document justifiant du taux de pentane dans chaque produit.

Concernant le document intitulé "METHODOLOGIE DU CALCUL DU BILAN ANNUEL DES COV - USINE PSE - PRB", celui-ci ne précise pas si la mesure des rejets canalisés à l'atmosphère (O1) a été

faite selon des méthodes normalisées. Or l'annexe 3 du guide d'élaboration d'un PGS publié par l'INERIS (qui sert de référence pour le pentane, même si ce n'est pas un solvant) précise que *"la détermination des rejets gazeux canalisés émis directement à l'atmosphère (flux O1) [...] est réalisée au moyen de méthodes normalisées de mesure du débit et de la concentration en composés organiques volatils totaux (COVT)"*

Concernant le calcul de O7 (COV dans les produits finis vendus), l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du délai considéré de 15 jours qui représente une teneur moyenne de 1,28 % dans les produits finis.

2. bilan justifiant du respect des 4 items de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 :

- L'utilisation de matières premières contenant au plus 4 % de COV en masse, lorsque la possibilité technique existe : L'exploitant indique qu'au mieux il sera en mesure d'utiliser des billes de pentane à 5 % avec la mise en service du nouvel expandeur prévue en 2026. Il indique qu'en dessous de 4 % de COV en masse, la matière première ne peut être expansée de façon convenable et ne permet pas d'atteindre la densité souhaitée. L'expansion n'est alors pas optimale et la qualité du produit est impactée. Il prévoit ainsi une réduction du flux entrant (I1) de 22 tonnes par rapport à 2024.
- le recyclage intégral des chutes de découpe : les moyens de recyclage des chutes ont été vus pendant l'inspection (convoyeurs et broyeurs notamment). L'exploitant indique que le process actuel récupère l'ensemble des chutes de production et que le taux de recyclage dans un bloc fabriqué est de 19,9 % soit environ 20 %
- Incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières : l'exploitant indique que les chutes de PSE de l'activité industrielle (PSE non souillé) sont récupérées et incorporées dans le process mais que la récupération des chutes de PSE de l'activité de pose d'isolants est abandonnée en raison du grand nombre de chutes souillées qui perturbe le process et les produits finis. Des essais sont réalisés actuellement sur l'utilisation de Matières Premières composées de matières issues du recyclage de la plasturgie mais sont non conformes (bloc déformé).
- la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité technique existe, notamment sur les postes de pré-expansion : L'exploitant estime que le traitement des émissions de l'expandeur et/ou de l'expandeur et du lit fluidisé permettrait de traiter environ 50 % des émissions de pentane. Pour ce faire, il a retenu après étude de SOCOTEC, 3 techniques possibles : adsorption, oxydation catalytique et condensation. L'exploitant s'engage à transmettre, en début d'année 2026, l'étude technique des solutions de traitement des émissions de pentane sur la partie process, avec les éléments chiffrés obtenus des constructeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant :

- **veille à la cohérence des noms des produits et teneurs en pentane indiqués dans les bilans annuels et ceux des fiches techniques/FDS, notamment en cas de changement de produit ou de changement de changement d'appellation, commerciale.**
- **mette à jour le document intitulé "METHODOLOGIE DU CALCUL DU BILAN ANNUEL DES COV - USINE PSE - PRB" en précisant les méthodes normalisées qui ont été utilisées pour la détermination du débit et de la concentration des COV canalisés rejetés à l'atmosphère (O1). A ce sujet, pour les prochains bilans, l'inspection des installations classées n'est pas opposée à la détermination des émissions de pentane basée sur la méthodologie "CITEPA" (approche facteur d'émission) plutôt que la méthode "PGS complet" (approche émissions**

canalisées/émissions diffuses), à condition de disposer d'un bilan annuel qui reflète parfaitement les produits mis en œuvre dans l'année (Cf. point susvisé)

- justifie le délai considéré de 15 jours qui représente une teneur moyenne de 1,28 % dans les produits finis pour le calcul de O7 : ce délai doit être représentatif du temps de stockage "réel" des produits finis sur site
- confirme qu'il sera bien en mesure d'utiliser des billes de pentane à 5 % et non à 5,3 % (ambiguïté des propos tenus pendant l'inspection) avec la mise en place du nouvel expandeur en 2026 (A défaut, les calculs de réduction présentés pendant l'inspection devront être revus)
- indique quelle démarche est faite par les fabricants PSE pour pallier le problème des chutes de PSE souillées issues de l'activité de chantier (Pose d'isolants) qui perturbent le process (cette démarche est-elle définitivement abandonnée ou des moyens sont-ils mis en œuvre pour améliorer cette situation ?). Par ailleurs, l'exploitant devra préciser s'il incorpore actuellement dans ses matières premières des matériaux usagés hors de ses propres chutes de production. Si oui, il précisera leur provenance et le volume maximal susceptible d'être présent sur le site (en m³)
- transmette l'étude technico-économique des solutions de traitement des émissions de pentane avec ses conclusions et échéancier de travaux.

Il est rappelé à l'exploitant que les émissions de pentane ne représentent qu'une partie des émissions de COV du site. La démarche de réduction des émissions de COV doit également porter sur les émissions dans bâtiments U3 et U7, dans le cadre de la réalisation d'un PGS. Ainsi, le bilan annuel des émissions de COV doit intégrer les émissions de l'ensemble du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : déclaration des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I

Thème(s) : Risques chroniques, déclaration des émissions de COV

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;

- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; - la chaleur rejetée (par mégathermie) dès

lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre ;

- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

Constats :

Un contrôle de GEREP (registre dématérialisé de déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets) montre que l'exploitant ne déclare pas ses émissions de COV liées à la fabrication de PSE, ce qui ne répond pas à la prescription susvisée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit renseigner annuellement GEREP en y indiquant notamment les émissions de COV liées à la fabrication de PSE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours